



# Mali – Mission d'Evaluation Conjointe des Besoins dans le Nord (MIEC/Nord Mali)

Juillet-Octobre 2015

---

Conférence internationale pour la relance économique et le développement du Mali : “Bâtir un Mali émergent”

22 octobre 2015

# Sommaire

1. Les objectifs de la MIEC
2. L'analyse du contexte
3. La méthodologie de la MIEC
4. Un processus inclusif
5. Les besoins et les priorités
6. La mise en œuvre et le financement
7. Conclusion et perspectives ouvrant sur la stratégie
8. Les prochaines étapes de la MIEC

# 1. Le cadre de l'Accord de Paix

3

L'article 36 de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali stipule que la MIEC doit procéder à l'identification des besoins en matière :

- ❑ De relèvement rapide ;
- ❑ De réduction de la pauvreté ; et
- ❑ De développement dans la Zone (les trois régions de Tombouctou, Gao et Kidal).

Ceci implique ...

# 1. Les objectifs de la MIEC

- ❑ Evaluer les besoins et priorités immédiates pour la période transitoire (en vue d'appuyer la paix, la stabilité et la mise en œuvre de l'accord) et les besoins de long terme
- ❑ Identifier les mécanismes de mise en œuvre et les modalités de financement
- ❑ Contribuer à une stratégie de développement de long terme (pour hisser les régions du nord au même niveau que le reste du pays en termes de développement)

## 2. L'analyse du contexte et des impacts

5

La MIEC procède tout d'abord à une analyse de :

- L'historique du contexte politique et sécuritaire
- Les impacts immédiats du conflit
- Les causes sous-jacentes du conflit
  - ▣ Pauvreté
  - ▣ Gouvernance
  - ▣ Défis géographiques, démographiques et climatiques
  - ▣ Influences extérieures et criminalité

# 3. La méthodologie de la MIEC

- L'évaluation suit la méthodologie de l'évaluation des besoins post-conflit (PCNA) :
  - ▣ Revue et mise à jour des connaissances et informations existantes relatives à la situation au nord
  - ▣ Conception et mise en œuvre d'un outil d'enquête pour la collecte et la validation des données supplémentaires
  - ▣ Finalisation et validation du cadre d'évaluation et de hiérarchisation
  - ▣ Enquête de perception auprès des populations

# 3. La méthodologie de la MIEC

- Les principes de priorisation :
  - ▣ Impact immédiat sur la paix et la sécurité (visibilité)
  - ▣ Capacité de mise en œuvre existante
  - ▣ Ciblage des plus vulnérables
  - ▣ Priorités exprimées par les populations

## 4. Un processus inclusif

- Une enquête auprès des populations restées sur place, des réfugiés et des déplacés internes
- Des entretiens réguliers avec l'administration, les PTF, les ONG, etc.
- Des ateliers de validation à Tombouctou, Gao et Kidal



# 5. Les besoins : le cadre de priorisation en trois composantes

9

Renforcer la paix, la résilience sociale et la gouvernance

Sécurité

Justice

Réconciliation, renforcement de la confiance, gouvernance

Réinsertion des rapatriés et résilience

Rétablir et développer les services sociaux

Infrastructure des services sociaux de base (éducation, santé, eau et assainissement)

Qualité des services sociaux de base

Aide sociale de court terme et élargissement des filets sociaux de base

Promouvoir la reprise économique, l'emploi et les infrastructures

Agriculture (sécurité alimentaire, capacités productives et moyens de subsistance)

Réhabilitation et construction d'infrastructures

Développement du secteur privé et des services financiers

Durabilité environnementale

← Inégalités de genre ; différences intra- et inter-régionales ; capacité de mise en œuvre du gouvernement local et décentralisation →

# 5.1 Les besoins du système humanitaire

10

- Ils sont très conséquents, tels qu'identifiés par OCHA (Il s'agit d'une estimation, car (i) il n'est pas toujours possible de désagréger les coûts pour les régions du nord et (ii) l'appel 2016 sera finalisé en décembre)

	Montant MIEC 3 régions nord
Abris	5,347,327,272
Agriculture	9,842,988,876
Eau, hygiène et assainissement	8,946,594,636
Education	7,649,113,836
Nutrition et santé	14,924,257,340
Protection	21,348,007,380
Sécurité alimentaire	29,544,043,185
Relèvement précoce	19,517,589,664
<b>TOTAL</b>	<b>117,119,922,189</b>

*Tous les montants sont exprimés en francs CFA (XOF – Zone franc de l'Afrique de l'Ouest)*

## 5.2 Le diagnostic de la composante 1

- ❑ Sécurité : un préalable indispensable pour toute action dans le nord
- ❑ Décentralisation : une réforme qui n'a jamais été déployée de manière effective
- ❑ Sécurité et justice : réformes nécessaires selon l'Accord de Paix
- ❑ Réconciliation et gouvernance : le climat social est dégradé, la gouvernance locale fonctionne mal
- ❑ Réinsertion des rapatriés et résilience : situation très difficile pour les populations déplacées et les populations vulnérables du nord

## 5.2 Les besoins de la composante 1

- ❑ Sécurité : réforme du système de sécurité, DDR
- ❑ Justice : réforme du système de justice, justice transitionnelle, violence basée sur le genre
- ❑ Réconciliation et gouvernance : initiatives de réconciliation nationale, rôle des femmes, réforme de la gouvernance et de la décentralisation
- ❑ Réinsertion des personnes retournées et rapatriées et résilience : actions humanitaires en urgence et sur le long terme

## 5.2 Les coûts de la composante 1

13

		An 1	An 2	Ans 3-6	Total des besoins	Gap de financement
<b>Sécurité</b>		<b>63,996,926,762</b>	<b>57,390,394,268</b>	<b>85,869,495,324</b>	<b>207,256,816,355</b>	<b>207,256,816,355</b>
	RSS	56,981,342,762	50,374,810,268	57,807,159,324	165,163,312,355	165,163,312,355
	DDR	7,015,584,000	7,015,584,000	28,062,336,000	42,093,504,000	42,093,504,000
<b>Justice</b>		<b>3,062,363,013</b>	<b>2,242,363,013</b>	<b>1,912,363,013</b>	<b>7,217,089,040</b>	<b>6,847,952,467</b>
	Réforme de la justice	1,872,363,013	1,862,363,013	1,842,363,013	5,577,089,040	5,207,952,467
	Justice transitionnelle	1,190,000,000	380,000,000	70,000,000	1,640,000,000	1,640,000,000
<b>Réconciliation</b>		<b>6,849,317,750</b>	<b>8,798,558,875</b>	<b>463,052,958</b>	<b>16,110,929,584</b>	<b>15,848,887,972</b>
	Réconciliation, confiance	6,044,317,750	7,993,558,875	253,052,958	14,290,929,584	14,028,887,972
	Gouvernance et décentralisation	805,000,000	805,000,000	210,000,000	1,820,000,000	1,820,000,000
<b>Déplacement, résilience, réinsertion des rapatriés</b>		<b>28,449,637,841</b>	<b>14,224,818,920</b>	<b>4,741,606,307</b>	<b>47,416,063,068</b>	<b>33,694,801,468</b>
<b>TOTAL</b>		<b>102,358,245,367</b>	<b>82,656,135,077</b>	<b>92,986,517,603</b>	<b>278,000,898,047</b>	<b>263,648,458,262</b>

## 5.2 Quelques réalisations prévues pour la composante 1

- ❑ 8 camps de cantonnement construits dans le cadre du DDR
- ❑ 30,000 ex-combattants démobilisés et réintégrés
- ❑ 150 experts de l'État appuyés pour opérationnaliser la Commission Vérité Justice et Réconciliation
- ❑ Plus de 200 ateliers d'unité nationale organisés
- ❑ 90,200 déplacés internes et 136,800 réfugiés réintégrés
- ❑ 1,000 femmes victimes de violence basées sur le genre (y compris les violences sexuelles) assistées chaque année
- ❑ Réforme de la décentralisation effectuée et Agences de Développement Régionales créées

## 5.3 Le diagnostic de la composante 2

- ❑ Les services sociaux de base (éducation, santé, eau et assainissement) sont dysfonctionnels, de qualité limitée et ne couvrent pas les besoins de la population
- ❑ Les indicateurs de développement humain sont en dégradation depuis avant la crise, loin des OMD et en partie à la traîne du reste du Mali
- ❑ Education : beaucoup d'enfants déscolarisés, enseignants absents
- ❑ Santé : bonne couverture par les ONG, défis en zone rurale et nomade ; absence du personnel de l'administration
- ❑ Eau : faible accès à l'eau potable et forte dégradation des installations depuis la crise, priorité majeure pour les populations
- ❑ Protection sociale : insuffisante, causant des stratégies d'adaptation négatives

## 5.3 Les besoins de la composante 2

- ❑ Réhabilitation, équipement et remise en fonction des services sociaux de base (dotation)
- ❑ Amélioration de la qualité du service, retour de l'administration et des fonctionnaires
- ❑ Investissement dans les infrastructures hydrauliques, éducatives et de santé
- ❑ Déploiement conséquent de la formation professionnelle
- ❑ Développement des filets sociaux de base



## 5.3 Les coûts de la composante 2

	An 1	An 2	Ans 3-6	Total des besoins	Gap de financement
<b>Services sociaux de base - infrastructure</b>	<b>26,575,529,000</b>	<b>21,099,349,173</b>	<b>285,588,398,328</b>	<b>333,263,276,501</b>	<b>299,767,821,500</b>
Education et formation	4,855,000,000	650,000,000	166,736,000,000	172,241,000,000	149,551,545,000
Santé	6,370,000,000	2,026,000,000	20,000,000,000	28,396,000,000	22,026,000,000
Eau et assainissement	15,350,529,000	18,423,349,173	98,852,398,328	132,626,276,501	128,190,276,500
<b>Services sociaux de base - qualité des services</b>	<b>49,278,020,187</b>	<b>29,605,689,544</b>	<b>173,568,075,181</b>	<b>252,451,784,912</b>	<b>190,444,222,859</b>
Education et formation	19,104,528,402	11,104,734,151	117,675,911,384	147,885,173,936	110,276,059,814
Santé	22,752,573,004	11,816,977,002	38,997,504,334	73,567,054,340	53,484,206,264
Eau et assainissement	7,420,918,782	6,683,978,391	16,894,659,464	30,999,556,636	26,683,956,782
<b>Aide sociale de court terme et élargissement des filets sociaux</b>	<b>12,967,500,703</b>	<b>19,110,800,703</b>	<b>24,207,700,703</b>	<b>30,999,556,636</b>	<b>41,200,000,000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>88,821,049,890</b>	<b>69,815,839,420</b>	<b>483,364,174,212</b>	<b>642,001,063,522</b>	<b>531,412,044,359</b>

## 5.3 Quelques réalisations prévues pour la composante 2

- 854 salles de classes réhabilitées, 558 nouvelles salles de classes construites
- 46,000 élèves et 1,150 établissements dotés en matériel scolaires, 200,000 enfants vulnérables soutenus (cantines, kits scolaires, médicaments) et un million de manuels scolaires acquis et distribués
- 305,000 bénéficiaires de l'enseignement technique et formation professionnelle à l'horizon 2018
- 13 centres de formation professionnelle construits, 2 universités construites, 2 hôpitaux régionaux construits
- 700 moto pompes, 800 points d'eau, 40 systèmes d'hydraulique villageoise et 40 alimentations en eau potable réhabilités
- 300 forages équipés, 114 systèmes d'hydraulique villageoise et 384 alimentations en eau potable réalisés
- 30,000 ménages vulnérables bénéficiaires de filets sociaux sous forme de transferts monétaires

## 5.4 Le diagnostic de la composante 3

- L'élevage est la base de l'économie locale et souffre d'un manque de productivité, d'investissements et d'adaptation au changement climatique
- Les infrastructures sont en mauvais état et pas assez nombreuses
- Le chômage et le sous-emploi en sont la conséquence

## 5.4 Les besoins de la composante 3

- ❑ Investissements massifs, qui nécessitent un temps de préparation incompressible et un niveau de sécurité adéquat
- ❑ Développement rural : assurer la sécurité alimentaire et la relance de la production, puis développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche en fonction des spécificités sous-régionales
- ❑ Infrastructures : investissement massifs dans les routes, les transports, l'énergie et les TIC
- ❑ Développement du secteur privé, en particulier le secteur financier, l'artisanat et la culture ; aide aux entreprises informelles pour se formaliser
- ❑ Emploi et durabilité sont une résultante des autres points

# 5.4 Les coûts de la composante 3

21

	An 1	An 2	Ans 3-6	Total des besoins	Gap de financement
<b>Agriculture</b>	<b>39,944,805,435</b>	<b>100,469,773,717</b>	<b>264,629,995,952</b>	<b>405,044,575,105</b>	<b>226,598,291,898</b>
Sécurité alimentaire	39,944,805,435	21,940,273,717	17,808,736,572	79,693,815,725	40,182,732,518
Développement rural	0	59,551,000,000	168,653,000,000	228,204,000,000	150,000,000,000
Agriculture	0	13,482,500,000	49,260,582,180	62,743,082,180	19,599,082,180
Elevage	0	3,614,375,000	17,252,325,000	20,866,700,000	9,300,700,000
Pêche	0	1,881,625,000	11,655,352,200	13,536,977,200	7,515,777,200
<b>Infrastructures</b>	<b>22,000,000,000</b>	<b>160,499,010,000</b>	<b>758,012,300,000</b>	<b>940,511,310,000</b>	<b>856,361,310,000</b>
Transport terrestre	20,000,000,000	58,375,000,000	473,354,500,000	551,729,500,000	471,729,500,000
Transport aérien	0	32,250,000,000	146,450,000,000	178,700,000,000	178,700,000,000
Transport fluvial	0	0	37,300,000,000	37,300,000,000	37,300,000,000
Transport ferroviaire	0	0	40,000,000,000	40,000,000,000	40,000,000,000
Télécommunications	0	11,750,000,000	44,000,000,000	55,750,000,000	51,600,000,000
<b>Secteur privé</b>	<b>2,211,100,000</b>	<b>5,301,000,000</b>	<b>14,031,285,000</b>	<b>21,543,385,000</b>	<b>12,226,885,000</b>
<b>Durabilité environnementale</b>	<b>0</b>	<b>25,000,000,000</b>	<b>43,793,670,404</b>	<b>68,793,670,404</b>	<b>68,793,670,404</b>
<b>TOTAL</b>	<b>64,155,905,435</b>	<b>291,269,783,717</b>	<b>1,080,467,251,357</b>	<b>1,435,892,940,509</b>	<b>1,163,980,157,303</b>

## 5.4 Quelques réalisations prévues pour la composante 3

- 17 routes réalisées
- 5 aéroports construits et 1 aéroport réhabilité
- 13 centrales solaires construites
- Soutien à 10,000 jeunes dans le cadre des programmes de soutien à l'entrepreneuriat et à l'insertion
- Programmes de développement agricole et pastoral résilients au changement climatique
- Amélioration de la fonctionnalité des services de vaccination dans les zones d'élevage

## 5.5 Les thématiques transversales

- Elles ont été intégrées dans l'analyse des trois composantes prioritaires
  - ▣ Inégalités de genre
  - ▣ Différences intra- et inter-régionales
  - ▣ Capacité de mise en œuvre du gouvernement local et décentralisation

## 5.6 Les coûts totaux des besoins identifiés par la MIEC

Composantes	An 1	An 2	Ans 3-6	Total des besoins	Gap de financement
1. Renforcer la paix, la résilience sociale et la gouvernance	102,358,245,367	82,656,135,077	92,986,517,603	278,000,898,047	263,648,458,262
2. Rétablir et développer les services sociaux	88,821,049,890	69,815,839,420	483,364,174,212	642,001,063,522	531,412,044,359
3. Promouvoir la reprise économique, l'emploi et les infrastructures	64,155,905,435	291,269,783,717	1,080,467,251,357	1,435,892,940,509	1,163,980,157,303
<b>TOTAL</b>	<b>255,335,200,692</b>	<b>443,741,758,214</b>	<b>1,656,817,943,172</b>	<b>2,355,894,902,078</b>	<b>1,959,040,659,923</b>



# 5.7 Les spécificités régionales

- Tombouctou :
  - ▣ Désenclavement : route Douentza-Tombouctou et/ou route Niono-Tombouctou
  - ▣ Vocation agro-pastorale et formation professionnelle adaptée
  
- Gao : Désenclavement : route Sévaré-Gao
  
- Kidal :
  - ▣ Priorité à une décentralisation effective, une gestion locale des affaires et des programmes de développement et une meilleure prise en compte des spécificités culturelles

## 5.7 Les spécificités par groupes

- ❑ Les administrations mettent plutôt l'accent sur la construction d'infrastructures et le renforcement des capacités, alors que le rétablissement rapide et l'amélioration de la qualité des services sociaux ont la faveur de la population
- ❑ Les besoins dans les zones rurales sont encore plus importants qu'en ville, avec un accent sur l'indispensable : eau, puis santé
- ❑ Les jeunes privilégient la création d'emplois
- ❑ Les femmes revendiquent une meilleure prise en compte de leurs spécificités (activités génératrices de revenus, formation professionnelle) et une prise en charge des plus démunis (orphelins, veuves)

# 6. La mise en œuvre et le financement

- La sécurité comme condition minimum
- La mise en œuvre basée sur les capacités et mécanismes existants
  - ▣ Le renforcement des capacités de l'administration locale et des élus, la bonne gouvernance, sont indispensables
- La gestion des programmes au plus près des bénéficiaires et avec leur implication est souhaitable
  - ▣ Les projets d'infrastructures peuvent créer beaucoup d'emplois locaux à court et moyen termes (cash-for-work, haute intensité de main d'œuvre)
- Le défi des mécanismes de mise en œuvre (faible capacité d'absorption)
  - ▣ Business as usual n'est plus possible
  - ▣ Nécessité de reformes des institutions
  - ▣ Mécanismes légers et rapides mais rigoureux

## 6. La nécessité de repenser la mise en œuvre

- ❑ Besoin d'une coordination spécifique et d'un suivi des progrès réalisés au nord (y compris mise à jour régulière des documents de la MIEC)
- ❑ Coûts additionnels dus aux conditions de sécurité difficiles
- ❑ Focus régional : besoin de déplacer les unités de mise en œuvre des projets vers le nord
- ❑ Mécanismes de financement harmonisés pour atténuer les coûts opérationnels et permettre plus de synergies pour favoriser la consolidation de la paix

# 7. Conclusion et perspectives ouvrant sur la stratégie

- Principe de cohérence : envisager le développement du nord dans le cadre du développement du Mali dans son ensemble en tenant compte des spécificités locales et de l'espace saharo-sahélien
- Secteurs et éléments structurants : infrastructures, agriculture, secteur privé, ressources humaines

## 8. Les prochaines étapes de la MIEC

- ❑ Validations additionnelles avec les parties prenantes
- ❑ Finalisation du rapport
- ❑ Validation par le CSA (Comité de Suivi de l'Accord)